

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Quand-le-liberalisme-economique-nuit-a-l-idee-de-democratie>

Quand le libéralisme économique nuit à l'idée de démocratie

- Empire et Résistance - Capitalisme sénile -

Date de mise en ligne : lundi 23 mars 2015

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Exclusif : alors que Washington punit Caracas pour sa réaction contre une menace de coup d'Etat présumée, tout semble indiquer que le Venezuela est, après l'Ukraine, le prochain Etat sur la liste des pays voués à un « *changement de régime* » par les néoconservateurs usaméricains. Mais plus généralement, c'est la façon dont les Etats-Unis associent libéralisme et démocratie - au risque de nuire à l'idée de démocratie - qui inquiète le journaliste Robert Parry

S'il existe un fil conducteur à la politique étrangère des Etats-Unis d'Amérique, c'est dans son insistance à vouloir résoudre les problèmes du monde entier par le « marché ». Du moins, sauf si vous avez la chance de vivre dans un pays développé allié de Washington ou bien trop puissant pour qu'on vienne lui chercher noise.

Ainsi, si vous vivez en France, au Canada ou même en Chine, vous pouvez bénéficier d'un généreux système de services de santé et d'éducation et du développement des infrastructures modernes. Si en revanche vous êtes un pays du tiers monde ou suffisamment vulnérable, comme - au hasard - l'Ukraine ou le Venezuela, les officiels de Washington insistent pour que vous tailliez en pièce vos structures de protection sociale et que vous laissiez les investisseurs privés faire leur loi.

Si vous êtes un bon garçon et que vous acceptez cette domination du marché, vous devenez, selon la définition US du terme, une « *démocratie* », même si vous allez pour cela à l'encontre des aspirations de la plupart de vos citoyens. Autrement dit, peu importe la volonté de la majorité des électeurs : ils doivent accepter la « magie du libéralisme » pour que leur pays soit reconnu en tant que « démocratie ».

Ainsi, dans le jargon actuel des Etats-Unis, le mot « démocratie » a presque pris une signification contraire à son sens traditionnel. Au pouvoir de la majorité citoyenne se substitue le pouvoir du « marché », ce qui signifie en général le pouvoir des oligarques locaux, de quelques riches étrangers et des groupes bancaires internationaux.

Les gouvernements qui ne suivent pas ces règles, préférant créer une société à même de satisfaire les besoins des citoyens ordinaires, sont considérés comme « non libres », ce qui en fait des cibles pour certaines « organisations non gouvernementales » financées par les Etats-Unis, lesquelles forment des activistes, paient des journalistes et assurent la coordination de groupes d'entreprises en vue d'organiser une opposition et d'écarter ces gouvernements « antidémocratiques ».

Si un chef d'Etat cherche à défendre la souveraineté de sa nation en demandant par exemple à ces ONG de s'enregistrer en tant qu'« agents étrangers », l'impudent gouvernement est aussitôt accusé de violer les droits de l'Homme et devient candidat à un « changement de régime » plus drastique.

L'un des principaux griefs des Etats-Unis à l'encontre de la Russie actuellement, est qu'elle demande aux ONG financées depuis l'étranger et cherchant à influencer sa politique de s'enregistrer en tant qu'« agents étrangers ». Le *New York Times* et plusieurs autres périodiques occidentaux ont cité cette loi de 2012 comme une preuve que la Russie était devenue une dictature [voir l'article « [As 'Foreign Agent' Law Takes Effect in Russia, Human Rights Groups Vow to Defy It](#) », *New York Times*, 21/09/2012], ignorant que la législation russe s'inspirait d'une loi US connue sous le nom de [Foreign Agent Registration Act](#) (Loi sur l'enregistrement des agents étrangers).

Les Etats-Unis ne se gênent donc pas pour désigner quiconque est payé par une entité étrangère pour influencer sa politique comme « *agent étranger* » (et pour incarcérer ceux qui ne s'enregistrent pas), mais que la Russie s'avise de

faire de même, c'est une autre histoire. Un grand nombre de ces ONG oeuvrant en Russie ou ailleurs ne sont pas des entités « *indépendantes* » mais sont financées par la *National Endowment for Democracy* (NED), elle-même financée par les Etats-Unis) et la *United States Agency for International Development* ([USAID](#)).

Nous sommes même face à un serpent qui se mord la queue : en fer de lance des dénonciations contre la Russie et les autres gouvernements tâchant de contrôler ces ONG financées par les Etats-Unis, on trouve l'organisation [Freedom House](#), qui réduit la note de ces pays sur son « indice de liberté » sitôt qu'ils résistent à ces tentatives d'influence en sous-main de la part des Etats-Unis. Or, depuis ces 30 dernières années, *Freedom House* est quasiment devenue une branche de la NED, autrement dit une ONG entièrement dépendante elle-même.

Le rôle caché de la CIA

Cette prise de contrôle a réellement commencé en 1983, quand le directeur de la CIA, William Casey, réfléchissait à un mécanisme de financement en vue de soutenir *Freedom House* et d'autres groupes extérieurs pour prendre part à des actions politiques et de propagande, activités que la CIA organisait et finançait jusque-là traditionnellement en secret. Casey contribua ainsi à l'élaboration d'un projet d'organisation financée par le Congrès qui servirait de canal pour cet argent gouvernemental.

Casey était cependant conscient que l'implication de la CIA devait rester secrète. « Nous [la CIA] ne pouvons bien évidemment pas jouer les premiers rôles dans le développement d'une telle organisation, ni d'ailleurs en paraître comme le parrain ou le défenseur » écrivait-il ainsi dans une [lettre non datée](#) à Edwin Meese III, alors conseiller à la Maison blanche, où il prônait la création d'un « fonds de dotation national ». [Voir l'article « [CIA's Hidden Hand in 'Democracy' Groups](#) », Consortiumnews.com, 08/01/15]

Le projet de Casey a conduit en 1983 à la création de la NED, placée sous le contrôle du néoconservateur Carl Gershman, toujours en poste à ce jour. La NED de Gershman distribue aujourd'hui plus de 100 millions de dollars par an, lesquels ont notamment permis de soutenir plusieurs dizaines d'activistes, journalistes et autres groupes en Ukraine avant le coup d'état de l'an dernier, et servent aujourd'hui au financement de dizaines de projets au Venezuela, nouveau candidat en puissance à un « changement de régime ».

Mais les dollars de la NED ne représentent qu'une partie de la stratégie du gouvernement américain pour manipuler le cours des événements dans certains pays vulnérables. En Ukraine, à la veille du coup d'Etat de février 2014, la néoconservatrice Victoria Nuland, Secrétaire d'Etat assistante des Etats-Unis, avait rappelé aux chefs d'entreprises ukrainiens que les Etats-Unis avaient investi 5 milliards de dollars pour soutenir leurs « aspirations européennes ».

Nuland avaient ensuite choisi personnellement les futurs nouveaux dirigeants, indiquant à l'ambassadeur américain « Yats est notre homme », désignant par là le très libéral Arseni Iatseniouk, qui est sans surprise devenu premier ministre après le violent coup d'Etat qui a évincé le président élu Viktor Ianoukovytch, le 22 février 2014.

Ce coup d'Etat a aussi déclenché une guerre civile qui a coûté la vie à plus de 6 000 personnes, appartenant pour la plupart aux populations d'origine russe de l'est de l'Ukraine. Ces dernières, qui avaient soutenu Ianoukovytch, ont ainsi été la cible d'une impitoyable « opération anti-terroriste » menée par des groupes néonazis et autres milices d'extrême-droite commissionnées par le régime de Kiev, lui-même soutenu par les Etats-Unis. Nuland préfère pourtant tout mettre sur le dos du président russe Vladimir Poutine. [Voir l'article « [Nuland's Mastery of Ukraine Propaganda](#) », Consortiumnews.com 11/03/15]

Outre le nombre effrayant de morts connu par l'Ukraine, cette dernière a également vu un large pan de son économie s'effondrer. Nuland, Iatseniouk et autres libéraux ont cependant échafaudé une solution qui, à

Washington, répond parfaitement aux vœux du Fonds monétaire international : un plan d'austérité pour l'Ukrainien ordinaire.

Ce mardi, devant la commission des affaires étrangères du Sénat des Etats-Unis, Nuland a salué la mise en place de réformes visant à faire de l'Ukraine un « Etat libéral », réformes consistant notamment à « réduire et limiter les retraites, augmenter les exigences de travail et repousser progressivement l'âge de la retraite, ... [ainsi qu'à] mettre fin aux réductions sur le prix du gaz, coûteuses pour le gouvernement ».

En d'autres termes, ces réformes visent à rendre la dure existence de l'Ukrainien ordinaire encore plus dure, en détruisant les retraites, en abattant la protection du travail, en forçant les gens à travailler jusqu'à un âge avancé et en les faisant payer plus cher pour se chauffer l'hiver.

Un « partage » de la richesse

En échange de ces réformes, le FMI a approuvé une aide de 17,5 milliards de dollars qui sera gérée par la ministre des finances ukrainienne Natalie Jaresko, qui était jusqu'à décembre dernier une diplomate américaine en charge d'un fonds d'investissement pour l'Ukraine de 150 millions de dollars, financé par le contribuable américain. Une dotation qui s'est vue siphonnée par de lucratives opérations d'initiée menées par Mme Jaresko, qui s'est efforcée de les garder secrètes. A présent, la nouvelle ministre et sa clique vont avoir l'opportunité de gérer une somme plus de 100 fois supérieure. [Voir l'article « [Ukraine Finance Minister's American 'Values'](#) », Consortiumnews.com, 18/02/15]

Les opportunités « démocratiques » que représente l'Ukraine ont appâté d'autres éminentes personnalités US. Par exemple, le fils du vice-président Joe Biden, Hunter, a été nommé au conseil d'administration de Burisma Holdings, la plus grande compagnie gazière privée d'Ukraine, une nébuleuse société basée à Chypre et liée à *PrivatBank*.

PrivatBank est contrôlée par le brutal oligarque milliardaire Ihor Kolomoïsky, nommé gouverneur de l'oblast de Dnipropetrovsk, une province du centre-sud de l'Ukraine, par le régime de Kiev. Toute une ode à la « démocratie » : les autorités ukrainiennes, soutenues par les Etats-Unis, ont donné à un oligarque sa propre province à gouverner. Kolomoïsky a également contribué à financer des groupes paramilitaires traquant et tuant les populations d'origine russe dans l'est du pays.

Burisma compte aussi dans ses rangs plusieurs lobbyistes US influents, certains proches du secrétaire d'Etat John Kerry, dont son ancien chef d'équipe au Sénat, David Leiter, selon certaines sources issues des milieux lobbyistes.

Comme le rapporte *Time Magazine* [Ukrainian Employer of Joe Biden's Son Hires a D.C. Lobbyist](#), « L'implication de Leiter dans la société complète une équipe extrêmement influente d'Américains proches des milieux politiques. Le conseil d'administration a ainsi accueilli un autre nouveau membre, Devon Archer, un démocrate chargé de la levée de fonds pour les campagnes de son parti et ancien conseiller de John Kerry lors de la campagne présidentielle de 2004. Archer et Hunter Biden ont tous deux été associés en affaires avec le beau-fils de Kerry, Christopher Heinz, associé fondateur de Rosemont Capital, une société de capital-investissement ». [Voir l'article « [The Whys Behind the Ukraine Crisis](#) », Consortiumnews.com 03/09/14]

Il semble donc bien que même ce type moderne de « démocratie » présente une forme de « partage de la richesse ».

Ce qui nous amène à la crise de plus en plus sérieuse qui touche le Venezuela, un pays sudaméricain dirigé depuis

une dizaine d'années par des gouvernements de gauche qui, avec un large soutien populaire, ont cherché à redistribuer la richesse pétrolière du pays de façon plus large que jamais auparavant, en finançant notamment d'ambitieux programmes sociaux destinés à combattre les problèmes d'illettrisme, de maladie et de pauvreté.

Si feu le président Hugo Chavez et son successeur Nicolas Maduro ont sans-doute commis certains faux-pas et erreurs, le gouvernement chaviste a fait des progrès dans la résolution de certains problèmes sociaux chroniques du Venezuela, lesquels ont été froidement ignorés par les anciens dirigeants soutenus par les Etats-Unis, comme le président Carlos Andres Perez, qui préférait collaborer avec la CIA et frayer avec les puissants.

Un assistant d'Andres Perez me racontait un jour que le président vénézuélien partageait sa villa hors de Caracas avec des personnalités comme David Rockefeller et Henry Kissinger, et qu'il faisait venir des candidates de concours de beauté en guise de divertissement.

Chavez et Maduro ont au moins essayé d'améliorer la condition du Vénézuélien ordinaire. Cependant, confronté à une crise économique chaque jour plus profonde et aggravée par la chute du cours mondial du pétrole, Maduro a dû faire face à une opposition politique accrue, en partie financée ou inspirée par Washington et soutenue par le gouvernement de droite de la Colombie voisine.

Accusations de coup d'Etat

Maduro a réagi à ces attaques contre son gouvernement en accusant certains opposants de fomenter un coup d'Etat. Une accusation qui a suscité les railleries du département d'Etat et des grands médias américains, qui ne peuvent apparemment pas concevoir que les Etats-Unis puissent même songer à organiser un coup d'Etat en Amérique latine.

Cette semaine, la Maison blanche a déclaré que tout indice laissant croire à la préparation d'un coup d'Etat était contrefait ou irréaliste, rapporte le *New York Times*. Le président Barack Obama a ensuite évoqué ce qu'il a qualifié de « menace extraordinaire contre la sécurité nationale des Etats-Unis » de la part du Venezuela et a bloqué les avoirs américains de sept officiers de police et militaires vénézuéliens.

Le fait qu'Obama puisse sérieusement prononcer une telle phrase devrait suffire à discréditer toute parole ultérieure de sa part. Le Venezuela n'a absolument rien fait qui puisse menacer la « sécurité nationale des Etats-Unis », de façon extraordinaire ou autre. Que cette accusation de coup d'Etat soit fondée ou non, le Venezuela a bien plus de raisons de craindre pour sa sécurité nationale de la part des Etats-Unis que l'inverse.

Mais dans le monde de l'administration de Washington, où tout est inversé, bureaucrates et journalistes se satisfont de pareilles absurdités.

Il y a quelques semaines, j'ai pris un brunch avec un fonctionnaire de longue date du département d'Etat, qui se gobegeait des difficultés que la chute du cours du pétrole posait au Venezuela, ainsi qu'à d'autres Etats antagonistes, comme l'Iran et la Russie.

Je lui ai demandé pourquoi le gouvernement US prenait un tel plaisir à voir les populations de ces pays souffrir. J'ai avancé l'idée qu'il était peut-être plus dans l'intérêt des Etats-Unis que ces pays et leurs populations se portent bien, avec de l'argent en poche pour consommer et faire des affaires.

Il m'a répondu que ces pays avaient été source de problèmes pour la politique étrangère des Etats-Unis par le passé

et que c'était maintenant à eux d'en payer le prix. Il m'a également qualifié d'« apologiste de Poutine » parce que je n'étais pas d'accord avec la ligne du département d'Etat qui consistait à faire endosser à la Russie tous les problèmes de l'Ukraine.

Mais plus généralement, la question est : pourquoi les Etats-Unis insistent-ils à imposer les lois du libéralisme économique à ces pays en difficulté, alors que les démocrates et même certains républicains s'accordent à dire que le libéralisme débridé n'avait pas fonctionné pour les Etats-Unis ? C'est bien l'ultralibéralisme qui a causé la Grande Dépression des années 30 et la « Grande Récession » de 2008, dont les effets commencent à peine à se dissiper.

En outre, la démocratie réelle - entendez, la construction de la société en fonction de la volonté du plus grand nombre, afin de la mettre au service de la majorité et non d'une minorité - s'est avérée positive pour l'économie. La société et l'économie américaines ne se sont sans doute jamais aussi bien portées que lorsque les politiques gouvernementales ont favorisé le développement de la classe moyenne, de l'établissement du *New Deal* jusqu'aux années 70.

Bien sûr, ces décennies ont connu leur lot d'erreurs et de faux-départs, mais les expériences de libéralisme débridé se sont avérées catastrophiques. Et pourtant, c'est ce que le gouvernement des Etats-Unis semble déterminé à imposer à des pays vulnérables dont les populations préféreraient majoritairement rendre leur société plus équitable et plus juste.

En outre, au delà des répercussions sociales négatives de l'économie de marché, l'association de la démocratie à des politiques favorisant les inégalités économiques risque fort de nuire à l'idée de démocratie.

Robert Parry * pour [Cconsortiumnews](#)

[Cconsortiumnews](#). USA, e 12 mars 2015

* [Robert Parry, est un journaliste d'investigation, principalement connu pour la divulgation et le suivi de l'[Affaire Iran-Contra](#) pour l'Associated Press et Newsweek. Il est aussi l'auteur de « *America's Stolen Narrative : From Washington and Madison to Nixon, Reagan and the Bushes to Obama* ». Consortiumnews, 2012, 236 p. (ISBN 978-1893517059) et fondateur de Consortiumnews.com

Traduit de l'anglais pour [El Correo](#) par : Arnaud Devin

[El Correo](#). Paris, 23 mars 2015.

[\[Contrat Creative Commons\]](#)

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas de Modification 3.0 Unported](#). Basée sur une oeuvre de www.elcorreo.eu.org.